

Excellence, Monsieur le Premier ministre,
Et Ministre de l'Économie et des Finances sortant,
Mesdames, Messieurs les Ministres ici présents,
Monsieur le Gouverneur Adjoint de la Banque de la République d'Haïti,
Mesdames, Messieurs les représentants des Partenaires techniques et financiers; (à
personnaliser s'ils sont présents)
Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux ;
Messieurs les Directeurs Généraux adjoints,
Mesdames, Messieurs les Directeurs et Directeurs adjoints du MEF;
Mesdames, Messieurs les hauts cadres, cadres et employés du
MEF; Mesdames, Messieurs de [a presse parlée, écrite, télévisée
et en ligne, Mesdames, Messieurs;

En prenant officiellement aujourd'hui, la responsabilité d'assumer la haute charge de Ministre de l'Économie et de Finances, je m'engage solennellement à travailler activement, à mettre en place toutes les conditions nécessaires en vue de faire de ce Ministère une Institution tournée vers l'amélioration continue des conditions de vie du peuple haïtien.

Pour cette rare opportunité faisant de moi un acteur privilégié des décisions stratégiques engageant le gouvernement haïtien, je me dois de manifester, avant tout, ma profonde et sincère reconnaissance à l'endroit du Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Jovenel MOÏSE qui, malgré les différents moments d'agitation difficiles qu'a connus notre pays, a toujours su garder son sang-froid, sa sérénité pour trouver, avec ses collaborateurs et ses conseillers, des solutions appropriées et convenables. Je lui remercie pour la confiance qu'il a placée en moi en me nommant Ministre de l'Économie et des Finances.

Je veux étendre mes remerciements au Premier Ministre, Son Excellence Monsieur Joseph JOUTHE qui n'a pas hésité à me proposer au Chef de l'État comme Ministre de l'Économie et des Finances dans son Gouvernement et à défendre ce choix. Monsieur le Premier Ministre, comme nous l'avons fait durant ces cinq (5) derniers mois qui étaient des plus difficiles sur les plans socio-politique et économique, nous allons poursuivre, à un autre niveau, notre collaboration à la recherche des voies et moyens aux multiples problèmes de la population.

À l'instar de feu Pierre Eroid ÉTIENNE, ancien Directeur Général du Ministère de l'Économie et des Finances, à qui je rends un vibrant hommage aujourd'hui, je tiens à vous rappeler, mesdames, messieurs que : « La Fonction publique est mouvement ».

Ainsi porté par la force de ce mouvement à la tête de ce ministère, je me fais l'agréable devoir de saluer le travail accompli par mon prédécesseur, le Ministre de l'Économie et des Finances sortant, Monsieur Joseph JOUTHE.

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom du Gouvernement de la République, je tiens à vous remercier chaleureusement, pour les progrès réalisés au sein de ce Ministère que vous avez servi avec une disponibilité exemplaire en étant toujours présent là où le devoir vous appelle. Ce Ministère vous sera toujours reconnaissant de lui avoir consacré toute votre compétence et votre dynamisme. Et aujourd'hui, permettez que l'ensemble de ses employés, par ma voix, vous dise un grand Merci.

Je veux vous rassurer, toutes et tous, que mon passage comme titulaire du Ministère de l'Economie et des Finances, s'inscrit dans la continuité des grandes réalisations mises en chantier par mes prédécesseurs et également, s'alignera sur les grands axes définis par le nouveau Gouvernement auquel j'ai aujourd'hui l'honneur d'appartenir.

Mesdames, Messieurs,

Cette fonction, je vous l'affirme, m'est confiée dans un contexte où la relance de l'activité économique est plus que nécessaire. Comme vous le constatez, les deux dernières années ont été les plus difficiles que le pays aient connus dans un passé récent. Presque chaque 3 mois, des mouvements de protestation ont été organisés et ont provoqué la paralysie partielle de l'activité économique et sociale. Comme conséquences de ces mouvements de protestation, presque tous les indicateurs macroéconomiques sont au rouge et les indicateurs sociaux se sont détériorés. A titre d'illustration, le PIB a enregistré sa plus forte baisse depuis le début de la décennie 2010. La monnaie nationale a connu une forte dépréciation, l'inflation, le déficit budgétaire et le financement monétaire ont atteint un niveau sans précédent en raison des difficultés auxquelles font face les administrations fiscales et douanières dans la collecte des impôts et taxes. Sur la plan social, la situation n'est pas plus reluisante. Les organismes spécialisés comme la CNSA indique que 4.6 millions d'haïtiens ont besoin pour survivre d'une aide alimentaire d'urgence.

La nécessité de promouvoir une relance économique, capable de générer une croissance accélérée et créatrice d'emplois, a placé la politique économique et financière de l'État, par l'entremise de la gestion des finances publiques, au cœur de la mission officielle du Ministère de l'Economie et des Finances. C'est donc par notre capacité à mener une gestion saine et efficace des finances publiques que nous finirons par gagner ce pari pour un avenir certain.

Mesdames, messieurs,

Face à ce constat, l'Administration MOISE/JOUTHE, par l'entremise du Ministère de l'Economie et des Finances, affirme sa détermination à renverser cette tendance à travers des mesures progressives et inclusives visant à :

1. Établir des conditions capables de soutenir la stabilisation du cadre macroéconomique sur le court et le moyen terme ;
2. Promouvoir une croissance forte et faciliter l'accès de la population aux besoins de base ;

3. Faire d'Haïti une terre propice à l'investissement privé et attractive pour le tourisme;
4. Créer des emplois et les conditions pour l'épanouissement des jeunes.

Pour atteindre ces objectifs, conjointement avec le gouvernement, le MEF s'engage à :

1. Stabiliser le cadre macroéconomique et budgétaire par l'adoption des politiques publiques visant l'accroissement de la production nationale;
2. Renforcer la gouvernance financière en rendant plus efficace et efficiente la gestion budgétaire;
3. Mobiliser les ressources financières domestiques et externes par l'élargissement de l'assiette fiscale et par le support financier des institutions financières internationales;
4. Préserver et renforcer les infrastructures existantes; tant au niveau de l'irrigation, la production de l'électricité, de l'eau potable qu'au niveau des routes et autres infrastructures nécessaires au développement du pays.

Dans de telles situations, sur le plan stratégique, le MEF entend réunir les moyens pour assurer des conditions capables de sécuriser les emplois existants dans le secteur de la sous-traitance, tout en favorisant l'expansion dudit secteur par la reprise de la croissance économique.

Aussi, dans le cadre du renforcement de la stabilité macroéconomique sur le court et le moyen terme, les actions du gouvernement par l'organe du MEF vont se tabler sur :

1. Le renforcement et la modernisation du cadre de financement du Budget de la République;
2. L'amélioration de la gestion publique, en particulier des ressources et l'efficacité de la dépense publique à travers la mise en œuvre du Projet d'Amélioration de la Gestion Financière et de l'Information Statistique (PAGeFIS);
3. La disponibilité et l'accessibilité des produits de première nécessité;
4. Une stratégie de croissance concourant vers la promotion des secteurs porteurs,
5. L'amélioration de l'environnement des Affaires;
6. Le développement du potentiel des industries créatrices et culturelles.

Sur les court et moyen termes :

1. Le Ministère de l'Economie et des Finances s'engage, comme vous l'avez mentionné avec insistance dans votre discours d'investiture, Monsieur le Premier Ministre, pour la relance de l'économie à travers la mise en place d'un programme d'urgence de relance économique et financière (PUREF) sur le court terme ;
 2. Le MEF réitère son engagement à collaborer avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) dans l'application la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle .
 3. Le Ministère continuera de travailler avec l'Association des Professionnels du Pétrole (APP) et les autres acteurs œuvrant dans le domaine dans l'objectif d'arriver à freiner la subvention des produits pétroliers et à revenir à l'application de la loi de 1995 traitant des accises variables .
 4. Le MEF mettra tout en œuvre pour renforcer la nécessaire cohérence qui doit exister entre la politique budgétaire conduite par le MEF et la politique monétaire dont la gestion incombe à la BRI--I. Cette cohérence devra conduire vers la maîtrise de l'inflation et la stabilité du taux de change . Le MEF tient à réaffirmer sa ferme volonté de respecter les engagements pris dans le cadre du Pacte de Gouvernance Economique et Financier du . . . afin de rétablir la confiance des consommateurs et des investisseurs potentiels et actuels dans un environnement financier plus stable et prometteur d'une croissance durable et inclusive .
 5. En ce qui a trait à la réforme des finances publiques, le MEF se veut enthousiaste de poursuivre sa collaboration avec les instances de contrôle. Il s'engage aussi à renforcer ses structures techniquement déconcentrées investies dans des activités de contrôle, telles que la Direction Générale du Budget (DGB), la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), l'Inspection Générale des Finances (IGF). Ainsi, le MEF vise à préconiser la rationalisation des dépenses publiques. Cette disposition permettra au gouvernement haïtien de disposer de beaucoup plus de ressources susceptibles de répondre aux besoins de la population.
 6. Quant aux dépenses, nous sommes appelés à les rationaliser particulièrement celles communément dépenses courantes dans la perspective de dégager des ressources pour financer les dépenses d'investissement public qui seront orientées de façon à créer des emplois, à redynamiser nos PME's, bref à faciliter la relance de l'économie. Les mécanismes et processus institutionnels déjà en place au MPCE vont être relancés de façon à élaborer un budget d'investissement base sur les priorités sectorielles.
-
7. Comme la situation actuelle l'exige le Ministère de l'Economie et des Finances, de concert avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), s'engage à élaborer de manière diligente un projet de Budget pour le reste de l'exercice fiscal 2019-2020, en vue de prendre en compte les besoins urgents de la population.

L'installation du nouveau Gouvernement nous offre l'opportunité de prendre l'engagement, avec le support du Gouvernement tout entier, que dans les prochains jours un projet de Budget sera présenté par devant le Conseil de Ministres pour être adopté comme l'exigent nos lois dans ce domaine. Dans le cadre de la préparation de ce projet de budget, des dispositions seront prises pour pouvoir :

- a) Remettre l'économie sur le sentier de la croissance ,
- b) Augmenter les recettes fiscales ;
- c) Maitriser le déficit budgétaire lequel passera par la maitrise du financement monétaire et de l'accumulation d'arriérés.

8. En ce qui a trait aux relations avec nos principaux Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) bilatéraux et internationaux, nos attentes sont énormes. S'agissant des résultats déjà obtenus avec le Fonds Monétaire International (FMI) avec la conclusion très récemment de la revue de l'Article IV, toutes les mesures seront prises afin d'accélérer les négociations qui sont lancées pour pouvoir aboutir à un accord à moyen terme. Nous savons tous que la signature d'un accord avec le FMI nous aiderait à regagner la confiance des bailleurs de fonds dans leur accompagnement pour l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement. Les instructions du Président de la République sont claires quant à la conclusion le plus rapidement de cet accord qui nous permettra de passer, de concert avec la BRH, à d'autres chantiers plus structurels comme entre autres la promotion et l'instauration d'un marché des capitaux, disposer des bases pour une croissance économique forte, durable et inclusive, susceptible d'améliorer le bien-être de la population tout en garantissant la stabilité macro-économique et politique, qui accélérera la mobilisation de capitaux nationaux, régionaux et internationaux à long terme.

Les mesures mentionnées précédemment permettront d'instaurer un climat favorable aux investissements publics et privés, et se révèlent des facteurs clés susceptibles de renouer avec la croissance économique.

9. Le Ministère de l'Economie et des Finances ne ménagera aucun effort dans la recherche de solutions appropriées aux principaux problèmes et obstacles affectant l'exécution efficace des programmes et projets financés par nos partenaires au Développement en Haïti dans des secteurs aussi importants pour le développement du pays comme l'agriculture, l'Éducation, la Santé, l'Énergie, les Transports, l'Eau potable et assainissement. Nous allons renforcer le processus de dialogue déjà entamé avec eux afin de dynamiser le portefeuille des projets en cours d'exécution, d'accélérer le rythme de décaissement des ressources disponibles et de dégager de nouvelles perspectives.

Mesdames, messieurs,

Il est possible que vous le disiez en même temps que moi que les défis sont Immenses. Mais ils sont tout de même à notre portée parce que je sais pouvoir compter sur l'ensemble des cadres et employés du Ministère qui sont déjà mes collaborateurs désireux de participer avec moi à la construction de cette synergie nécessaire pour la réussite de mon passage à la tête de ce ministère. Oui je compte sur vous, cadres et employés du MEF, sur votre collaboration, votre sens du devoir, votre esprit de coopération et votre souci de résultats pour donner au Ministère sa pleine capacité d'action dans le cadre des missions qui lui sont dévolues. Des efforts seront consentis en vue d'arriver à l'amélioration des conditions de vie au niveau du Grand MEF,

Mettons-nous donc au travail dès aujourd'hui pour que la relance économique soit porteuse de croissance accélérée de création de richesses et d'emplois massifs au bénéfice du peuple haïtien.

Je vous remercie.